

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

ACCORD « SALAIRES » DU 9 DÉCEMBRE 2004

(ALSACE)

NOR : *ASET0550505M*

IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT Alsace ;

L'union régionale BATIMAT-TP CFTC Alsace ;

La CGT construction Alsace ;

L'union départementale des syndicats FO du Bas-Rhin ;

L'union départementale des syndicats FO du Haut-Rhin,

D'autre part,

en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème annuel des minima des ouvriers des entreprises de travaux publics des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin est calculé sur la base de 35 heures et s'établit comme suit.

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	VALEUR MINIMALE ANNUELLE applicable sur la base de 35 heures (en euros)
NIVEAU I		
- position 1	100	15 065
- position 2	110	15 420
NIVEAU II		
- position 1	125	16 050
- position 2	140	17 850
NIVEAU III		
- position 1	150	18 900
- position 2	165	20 730
NIVEAU IV	180	22 900

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2005 à compter du 1^{er} janvier.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux ouvriers des entreprises ayant une activité de travaux publics dans la région Alsace.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 5 exemplaires, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Bas-Rhin et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie) par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Extension de l'accord (recommandation)

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Strasbourg, le 9 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)